



Numéro 2

14 octobre 2008

## "Un Parti socialiste fort et uni autour d'un pacte de confiance pour le changement."

Il y a un an, face à la crise de la gauche européenne et à la montée de l'ultralibéralisme, nous avons décidé de travailler ensemble, au sein du pôle des reconstituteurs.

Vous connaissez tous ma proximité avec Dominique Strauss Khan et vous savez tous que par le passé je n'ai pas toujours été en accord avec les amis de Laurent Fabius, notamment sur les moyens de faire avancer l'Europe sociale. Si j'ai accepté que nous soyons réunis, c'est parce que j'ai compris qu'ils étaient aussi exigeants que moi sur les valeurs européennes.

Ce rassemblement a été possible grâce à Martine Aubry qui nous a servi de trait d'union. Ensemble, sans tabou, nous avons débattu, échangé et travaillé afin de proposer un autre modèle de développement.

La motion « Changer la gauche pour changer la France » est le fruit de ce travail collectif.

Dans le contexte de crise financière que nous connaissons, les propositions que nous faisons dans notre motion sont plus que jamais d'actualité.

Nous pensons, contrairement à d'autres, qu'il ne suffit pas de corriger à la marge les méfaits du libéralisme. Nous proposons de créer une nouvelle donne économique qui serait basée sur le juste échange. Nous avons pour objectifs de relancer la production et de veiller au partage des richesses.

Pour redevenir une vraie force de proposition, nous avons besoin d'un Parti socialiste fort, et uni autour d'un pacte de confiance pour le changement.

Nous voulons dépasser les courants pour conjuguer les engagements. Nous voulons allier l'expérience et le renouvellement en préparant une nouvelle génération politique. Nous voulons renouer avec le débat d'idée et le travail collectif.

Pour moi, la seule qui a les compétences pour mener ce travail collectif et le caractère pour faire respecter les décisions prises, c'est Martine Aubry.

Je t'invite à nous rejoindre, au sein de la motion D, afin de continuer ce travail collectif que nous avons initié autour de Martine Aubry.

Avec toi, nous ferons du congrès de Reims, le congrès de la reconstruction et nous permettrons à notre parti d'incarner une alternative crédible porteuse d'espoir.

Les premiers signataires de la motion D dans les Yvelines avec Jean-Paul HUCHON président du Conseil Régional Ile-de-France : Frédéric BERNARD Maire de Poissy ; Françoise DESCAMPS-CROSNIER maire de Rosny-sur-Seine et conseillère régionale Ile-de-France ; Guy MALANDAIN, maire de Trappes ; Jeanine MARY, Conseillère générale, adjointe au maire de Trappes ; et Youssef ABDELBAHRI (Chanteloup-les-Vignes), conseiller municipal ; Patrick ABISSEROR (Achères), secrétaire de section ; Gil AUGIS (Andrézy-Maurecourt) ; Francis BOUCHER (Fontenay le Fleury) ; Nicole BROCHEN (Vernouillet) ; Pierre CAMASSES (Saint-Germain-en-Laye) ; Mélanie CAREL (Conflans-Sainte-Honorine) - Conseillère municipale ; Jorge CASTRO (Magny-les-Hameaux) ; Yves COUDERT (Le-Mesnil-Saint-Denis), secrétaire de section ; Jérôme DABADIE (Chanteloup-les-Vignes) ; Dominique DARIO (Le-Mesnil-Saint-Denis), membre du Bureau Fédéral et du Conseil Fédéral, conseillère municipale ; Pascale DESNOYERS (Chanteloup-les-Vignes), conseillère municipale ; Massamba DIOP (Mantes-la-Jolie) ; Ndeye Satala DIOP (Mantes-la-Jolie), conseillère municipale ; Raynald DORAY (Bonnières) ; Alain DUCROS (Rambouillet) ; Carole DUHAULT (Versailles) ; Yves DUHAULT (Versailles) ; Sébastien DURAND (Saint Cyr) ; Thami EL-BAIED (Montigny-le-Bretonneux) ; Alain ERNIE (Bois d'Arcy) conseiller municipal ; Jean-François FAUGERAS (Viroflay) ; Laurent GALLOIS (Le-Mesnil-Saint-Denis) ; Lionel GIRAUD (Mantes-la-Jolie), membre du Conseil Fédéral ; Stéphane GOZLAN (Conflans-Sainte-Honorine), Secrétaire fédéral, 1er adjoint au maire ; Patrick GUIHOT (Saint-Cyr), secrétaire de section ; Franck HARANG (Bois-d'Arcy), membre du Conseil fédéral, conseiller municipal ; Emmanuel HIRON (Les-Mureaux), conseiller municipal ; Jean-Paul KNORR (Montigny-le-Bretonneux) ; Rémi JAMBERT (Le Mesnil Saint Denis) ; Yvette-Isabelle LANDRIAU (Versailles) ; Christian LE GOFF (Maurecourt), maire adjoint ; Sylvain LEBLOND (Achères) ; Nicolas LEMETTRE (Houilles) ; François MARCY (Versailles), membre du Bureau Fédéral et du Conseil Fédéral ; Jacques MARY (Poissy), Conseiller municipal délégué aux sports, trésorier section ; Patrick MICHELIN (Montigny-le-Bretonneux), Conseiller municipal ; Dino MONTEIRO (Chatou) - Président de la commission des conflits ; Michel MOUTON (Marly-le-Roi), Secrétaire de section ; Jean-Jacques NDZANA-NGABA (Limay) ; Jackie PALMER (Mantes la jolie) ; Olivier PIOT (Chanteloup-les-Vignes) ; Bruno POCHAT (Bonnières sur seine), membre du Bureau Fédéral, secrétaire de section, conseiller municipal ; Guillaume QUÉVAREC (Mantes-la-Jolie), Conseiller municipal, secrétaire de section, membre du Bureau Fédéral ; Monique QUÉVAREC (Mantes-la-Jolie) ; Estelle RODES (Chanteloup-les-Vignes), Secrétaire de section, conseillère municipale ; Fabrice RUELLE (Versailles) - secrétaire de section ; Sandrine SAINT-MAXIMIN (Canton Andrézy-Chanteloup les vignes) ; Angéline SILLY (Saint-Germain-en-Laye) ; kader TAOUZA (Mantes la jolie), Conseiller municipal ; Jacques THIEBAUT (Chanteloup-Les-Vignes), conseiller municipal ; Sophie VAN DER LINDEN (Conflans-Sainte-Honorine) ; Robert VILLARD, Robert VUULSTEKE (Versailles)

Jean Paul Huchon  
Président de la région Ile de France.

Pour consulter et signer en ligne la contribution :

<http://www.changeragauche.net>

Retrouve nous sur notre blog

<http://changeragauche78.hautetfort.com/>

Écris nous : [changeragauche78@laposte.net](mailto:changeragauche78@laposte.net)

Pour toutes questions ou informations :

## "S'attaquer au système"

*Face à la crise financière, Martine Aubry avance ses pistes pour revenir à un capitalisme plus encadré par l'Etat. Si la maire de Lille admet que certaines décisions venues de la présidence de la République vont dans le bon sens, elle souhaiterait que ces mesures aillent plus loin. L'architecte des 35 heures dénonce également la politique du chef de l'Etat depuis sa prise de fonction.*

*Propos recueillis par Claude ASKOLOVITCH (Le Journal du Dimanche du Dimanche 05 Octobre 2008)*

**Nicolas Sarkozy veut toucher aux privilèges des patrons. Etes-vous satisfaite?**

Les stock-options comme les parachutes dorés sont les symboles d'un système qui récompense des dirigeants de manière souvent indécente, et même scandaleuse lorsqu'ils ont échoué. Il faut encadrer sévèrement ces pratiques. Mais s'attaquer à ceux qui ont utilisé le système, sans s'attaquer au système lui-même, est inopérant. C'est bien le système libéral qui est en cause: celui qui a conduit aux crises énergétiques, alimentaires, sociales et financières. Après avoir traité l'urgence de la crise financière, il faudra non seulement mettre des règles dans le système bancaire, mais aussi relancer l'économie, l'emploi et le pouvoir d'achat. C'est la priorité des Français. Il ne suffit pas de jouer au pompier en temps de crise, il faut aussi être l'ar-

chitecte d'un nouveau modèle économique, sociale et écologique.

**Mais la logique des stock-options a joué un rôle dans la crise?**

Elle fait partie d'un tout: la perte des repères, le tout financier, la dictature du court terme. Il y a vingt ans, j'ai vécu les débuts de la financiarisation des esprits dans le monde économique quand j'étais cadre dirigeant chez Pechiney... Jean Gandois, mon patron d'alors, était un véritable chef d'entreprise, comme Antoine Riboud. Mais combien de chefs d'entreprise prennent des décisions en ayant les yeux rivés sur les cours de Bourse et sur les rémunérations qu'ils peuvent en attendre!

**Et comment remettre de la logique?**

La rémunération des chefs d'entreprise devrait être liée aux résultats économiques à moyen et long terme, à la préparation de l'avenir plus qu'aux résultats financiers à court terme. Il faut, en outre, que les stock-options comme la distribution d'actions gratuites soient taxées comme les salaires. Aujourd'hui, elles sont considérées fiscalement comme des gains en capital: elles échappent à l'impôt sur le revenu et à la plupart des cotisations sociales. De manière plus globale, pour valoriser l'économie, les taux d'impôt sur les sociétés devraient par exemple être modulés au bénéfice des entreprises qui réinvestissent les profits en leur sein plutôt qu'en

les distribuant à leurs actionnaires.

**Fallait-il sauver les banques?**

Oui, il fallait à la fois garantir aux Français leurs dépôts, ce qui a été fait, et sauver les banques qui allaient à la faillite. C'est ce qui a été fait pour Dexia comme pour Fortis en coordonnant les actions nationales. Hier, le G4 a proposé de continuer dans cette voie. Je souhaite qu'on impose aux banques que cet argent public revienne à la collectivité quand la situation sera rétablie. Sans cela, les Français ne comprendraient pas cette intervention, alors qu'ils perdent une partie de leurs économies dans les PEA ou les assurances-vie.

**Le gouvernement est plutôt volontariste!**

C'est bien de proposer des règles quand tout va mal, c'est encore mieux de le faire quand tout va bien! Or, depuis un an et demi, Nicolas Sarkozy réduit les impôts des plus riches, fait reculer l'Etat et les services publics, casse les protections collectives, bref dérégule. Et au lendemain du discours de Toulon, où il réclame des règles et la relance, il annonce un budget de restrictions qui va encore accroître la crise en rognant sur l'emploi, le logement, les dotations aux collectivités locales: trois domaines qu'il aurait fallu booster pour relancer le pouvoir d'achat et l'investissement. Pour ce faire, Nicolas Sarkozy aurait dû reconnaître son erreur, supprimer le bouclier fiscal comme l'exonération des heures supplémentaires.

### Pour relancer l'économie et préparer les emplois de demain, nous proposons par exemple de :

- ▶ **créer un fonds européen commun d'action conjoncturelle** pour soutenir les Etats membres les plus touchés par un choc économique
- ▶ mettre en place un **plan européen d'investissement** dans la recherche comme dans les infrastructures ;
- ▶ sans renoncer à la maîtrise de l'inflation, mettre **l'euro au service de la croissance et l'emploi par une modification des statuts de la banque centrale européenne.**
- ▶ porter l'exigence d'une **harmonisation fiscale et sociale au sein de l'Europe** pour éviter le dumping ;
- ▶ avoir une **gestion plus offensive des barrières douanières**, au niveau européen et notamment fixer des exigences en terme de normes sociales ;
- ▶ créer un **fonds souverain France** qui servira de levier à **une nouvelle politique industrielle française** afin d'inventer les Airbus, les TGV de demain.
- ▶ **encourager les entreprises à investir** en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction de l'importance des bénéfices réinvestis ;
- ▶ **conforter les PME innovantes** en leur réservant une part des marchés publics et en créant une « Small Business Administration » à la française.
- ▶ **préparer au retour d'industries** sur notre territoire, relancer la **construction de logements sociaux, investir dans les infrastructures ferroviaires** et le rééquilibrage modal, faciliter l'exploration de **nouveaux gisement d'emploi** à développer (métiers de l'environnement mais aussi tout ce qui touche à la qualité de la vie)
- ▶ engager un effort majeur en matière de **formation professionnelle** et soutenir la **recherche et l'innovation** en y consacrer 3% du PIB ;
- ▶ interdire la détention de **stock-options** pour les principaux dirigeants exécutifs des grandes entreprises, encadrer drastiquement les **parachutes dorés**, et les soumettre aux **mêmes cotisations que les salaires** ;

## Remettre l'économie réelle avant la finance

*Mercredi 8 octobre, Martine Aubry était l'invitée de Christophe Barbier sur LCI. Elle a développé à cette occasion les grandes lignes des propositions portées par notre motion*

Christophe BARBIER : Martine Aubry bonjour.

Martine AUBRY, maire de Lille (PS) : Bonjour.

Christophe BARBIER : "Il n'y aura pas de faillite bancaire en France" a promis François Fillon hier à l'Assemblée. Est-ce que vous le croyez ? Il se porte garant.

Martine AUBRY : Oui, je le crois. Je le crois parce que je pense que le président de la République, les banques centrales en France et ailleurs jouent leur rôle aujourd'hui à la fois pour garantir les dépôts des épargnants et aussi pour accompagner les banques. Mais ce que j'aimerais, c'est qu'on dise aux banques : **"Quand ça ira mieux, cet argent public, il faudra le rembourser."** Parce qu'aujourd'hui, les petits épargnants qui perdent sur leur PEA, sur leur assurance vie, eux ne comprennent pas très bien qu'il y ait deux poids deux mesures. Mais il faut soutenir ces banques, et nous soutenons, nous accompagnons le président de la République dans cette action.

Christophe BARBIER : Pensez-vous, et une partie de la Gauche le pense, qu'il faut quand même constituer un fonds européen géré à 27 pour intervenir en cas de pépin dans tel ou tel pays ?

Martine AUBRY : Eh bien, il aurait mieux valu pouvoir le faire, mais les Allemands s'y opposent puisqu'en Allemagne d'abord le système allemand de régulation des banques est beaucoup plus stricte que le nôtre, et ça nous donne des leçons ; et puis aussi parce que l'Allemagne n'a pas aujourd'hui les mêmes difficultés sur le plan économique parce qu'elle a déjà relancé son économie et elle nous reproche de ne pas le faire suffisamment, comme nous le reprochons d'ailleurs à Nicolas Sarkozy. Le débat aura lieu cet après-midi où nous lui dirons : **"Il faut relancer le logement. Il faut relancer les aides aux collectivités locales et surtout le pouvoir d'achat des Français."** C'est là le sujet..

Christophe BARBIER : Alors les parlementaires lui diront mais il ne sera pas là. Souhaitez-vous que le président vienne devant le congrès comme la nouvelle constitution le lui permet ?

Martine AUBRY : Non, je ne souhaite pas que le président vienne parce que je pense que nous changerions de régime. Mais je pense qu'il entendra. Enfin j'espère, parce qu'on nous parle d'unité nationale en permanence. Je crois que nous, nous disons **qu'il ne suffit pas de corriger aujourd'hui ou de sanctionner quelques personnes qui ont utilisé le système. C'est le système en lui-même qui est en cause. Il faut remettre l'économie réelle avant la finance. Il faut une meilleure redistribution des richesses dans notre pays** et dans

le monde et notamment le **pouvoir d'achat**, et il faut changer la politique économique que Nicolas Sarkozy applique depuis un an et demi et qui nous a menés à la récession, à l'augmentation du chômage et justement à cette perte du pouvoir d'achat.

Christophe BARBIER : Pourriez-vous dire oui à une unité nationale par exemple sur le premier volet que vous évoquiez, c'est-à-dire redéfinir les règles du capitalisme, réfléchir à un Bretton Wood bis ?

Martine AUBRY : Je crois que rien ne serait pire que de penser qu'il suffit de sanctionner quelques personnes, de fixer de nouvelles règles, par exemple des règles prudentielles pour les banques, de nouvelles règles sur les agences de notation, des superviseurs européens et de se dire : "Le problème est réglé". Le problème n'est pas réglé. Quand aujourd'hui nous sommes dans un système où on nous dit "Il faut des parachutes dorés dans nos pays autrement ils vont partir ailleurs", quel est le système dans lequel on est ? Un système totalement injuste, un système où la création de richesses ne va pas à ceux qui les produisent, un système qui ne peut pas continuer en cassant nos ressources énergétiques, en ne préparant pas l'avenir. **Donc c'est bien un nouveau système qu'il faut mettre en place où le rôle du marché et le rôle de l'Etat seront revus, où on distribuera autrement les richesses et où on donnera la possibilité à chacun d'avoir accès aux droits et au territoire de se développer, c'est-à-dire des services publics. Donc il faut repenser le système et pas se contenter de penser qu'il faut mettre des règles à ce marché financier fou.**

Christophe BARBIER : Alors vous évoquiez les parachutes dorés. La réforme est en cours. Deux ans maximum d'indemnités si l'entreprise a obtenu de bons résultats, pas de stock-options si le reste des salariés n'en profite pas. Ces propositions du MEDEF, dont le gouvernement demande l'application avant la fin de l'année, est-ce que vous les approuvez ?

Martine AUBRY : Eh bien, je pense que de ne pas prendre de stock-options quand on prend des décisions stratégiques pour l'entreprise, c'est évident parce que rien n'est pire que de prendre des décisions par rapport à un intérêt financier personnel et pas par rapport à l'intérêt économique de l'entreprise. Mais il faudrait aussi que les stock-options et les parachutes dorés soient fiscalisés comme les salaires, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Et puis je crois comprendre...

Christophe BARBIER : La Gauche avait fait voté...

Martine AUBRY : Oui, bien sûr.

Christophe BARBIER : ... une taxation plus-value plutôt qu'une taxation impôt sur le revenu. Donc...

Martine AUBRY : Voilà. Mais maintenant, je crois qu'il faut changer les choses, de même qu'il faudrait faire en sorte que ce soit une loi qui porte tout cela et non pas, comme nous le dit aujourd'hui, si j'ai bien compris, Monsieur Fillon, la bonne grâce des chefs d'entreprises pour le mettre en place.

Christophe BARBIER : Alors la loi est promise pour janvier si les entreprises ne passent pas à l'application.

Martine AUBRY : D'accord, mais je pense qu'on pourrait agir plus vite, surtout quand on a tenu le discours que le président de la République a tenu à Toulon en montrant les coupables du doigt. Mais encore une fois, nous, nous pensons qu'il ne suffit pas de faire cela, il faut le faire. Il ne suffit pas de fixer des règles aux marchés financiers comme commencent à le faire les Européens entre eux, il faut changer le système qui est profondément injuste, et **il faut aussi que le président de la République change de politique, notamment en supprimant le bouclier fiscal.** On a eu les chiffres hier.

Christophe BARBIER : Qui a profité quand même aux salariés qui ont touché des heures supplémentaires. Il faut tout supprimer ?

Martine AUBRY : Les heures supplémentaires, il y en a eu très très peu, vous le savez. Et puis aujourd'hui, nous voyons bien les résultats. Nous sommes le seul pays au monde où il coûte moins cher de faire des heures supplémentaires que d'embaucher, où on a supprimé 100 000 emplois aidés cette année. Le résultat, c'est la hausse du chômage actuelle. **Cette défiscalisation des heures supplémentaires n'a pas permis de travailler plus pour gagner plus, nous le savons très bien puisque le pouvoir d'achat est en baisse dans notre pays et il a été un élément qui a accru l'augmentation du chômage.**

Christophe BARBIER : Alors l'analyse de la crise creuse aussi les différences entre les différentes motions du Parti Socialiste au congrès de Reims. Vous, est-ce que vous n'êtes pas en train de vous engager sur une pente trop étagée, trop anti-libérale ?

Martine AUBRY : Non. Mais attendez, **le libéralisme financier aujourd'hui, c'est cela que nous critiquons.** C'est-à-dire, brutalement, le financier qui passe avant l'économique. Moi, je veux par exemple, en disant que **l'impôt sur les sociétés pourrait avoir un taux modulé selon si l'entreprise réinvesti dans des équipements, dans la recherche ou si elle distribue ses profits aux actionnaires.** L'impôt sur les sociétés pourrait être différent. Je dis qu'il faut relancer aujourd'hui le pouvoir d'achat. Bertrand Delanoë pense qu'il faut relancer uniquement l'investissement. Je crois qu'il faut faire les deux. Et pour cela, je dis par exemple que ces **énormes milliards qui passent en exonérations sociales pour les entreprises devraient être liés à un accord salarial que passerait l'entreprise avec les syndicats.** Il faut retrouver l'économie

réelle par rapport à la finance. **Il faut retrouver le marché qui crée la concurrence, qui innove, qui est créatif et non pas seulement le marché qui fait des profits à court terme.** Et puis **il faut un Etat et des services publics forts, rénovés,** pour apporter des réponses qui soient propres à chaque enfant à l'école, qui soient propres à chaque salarié. Donc nous devons faire une révolution dans notre façon de fonctionner - l'Etat lui-même, les services publics, les collectivités publiques. Encore faut-il qu'il y ait de l'argent public pour cela.

Christophe BARBIER : Alors Benoît Hamon, pour que l'on voit mieux justement les différences entre les motions, propose un débat public, un peu comme lors de la primaire présidentielle. Relevez-vous le défi ?

Martine AUBRY : Ah, moi, je n'ai aucun problème pour ce débat public. Je pense que nous parlerions du fond. Nous verrions bien qu'il y en a qui veulent poursuivre le système actuel et d'autres qui pensent qu'il faut profondément le changer. Il y en a qui pensent qu'il faut aujourd'hui relancer le pouvoir d'achat, d'autres pensent qu'il faut relancer l'investissement. Il y en a qui pensent **qu'il faut une Europe qui soit évidemment une Europe qui porte le libre échange mais qui soit capable de créer un juste échange pour aider les pays du Sud et aussi pour protéger nos secteurs prioritaires.** C'est ce que nous faisons et je crois que notre motion est celle qui montre peut-être avec le plus de force qu'il y a un autre système possible pour rassurer les Français et pour apporter des valeurs collectives là où les Français se sentiraient mieux que dans l'individualisme, l'égoïsme actuel que l'on essaye de porter. Voilà.

Christophe BARBIER : "Et si on se retrouvait ?", c'est le titre de votre livre aux éditions de l'Aube. Vous n'étiez pas hier en personne à Paris pour défendre votre motion.

Martine AUBRY : Non.

Christophe BARBIER : Vous n'accueilliez pas Bertrand Delanoë aujourd'hui à Lille. Vous

vous évitez un peu. Le torchon brûle un peu, non ?

Martine AUBRY : Non, non, non. Ne vous inquiétez pas. Il aura un cadeau de ma part ce soir. Je suis à Courtrai car je suis présidente de l'Euro-métropole - c'est prévu depuis six mois - dans une grande manifestation sur les textiles techniques innovants et intelligents. Nous sommes un pôle d'excellence, donc je ne peux pas faire ça à Stéphane Declercq, le maire de Courtrai. Mais il sera accueilli.

Christophe BARBIER : Mais Bertrand Delanoë est le bienvenu.

Martine AUBRY : Il est le bienvenu comme d'habitude et il sera accueilli. Nous avons le droit d'avoir des désaccords et **je crois qu'un parti démocratique doit reconnaître ses désaccords.** Je crois que réellement nous ne pouvons pas continuer comme avant, que les réponses du "Nous allons continuer à agir" ne sont pas à la hauteur de la question, de même que je **pense qu'il faut changer le Parti Socialiste** - j'ai commencé à le faire - **en oubliant les querelles des uns et des autres. Nous travaillons ensemble, nous nous retrouvons.**

Christophe BARBIER : Vous devrez vous retrouver de toute façon sur une synthèse.

Martine AUBRY : Ecoutez, nous n'en sommes pas là. Moi je suis partie en défendant cette motion pour gagner. Pour gagner parce que je pense que nous avons perdu ce que nous étions, nos valeurs collectives.

**Nous avons perdu aussi une certaine pratique entre nous, conviviale, rassemblée, où l'on parle d'une même voix. Aujourd'hui, des hommes et des femmes qui ont eu des parcours différents, qui ont pu se quereller, travaillent ensemble, portant centralement un projet de gauche qui puisse remplacer ce système libéral financier qui s'effondre à nos côtés. Je crois que nous sommes les seuls à le porter avec force. Et donc moi, je pars pour gagner. Voilà.**

Christophe BARBIER : Xavier Darcos, ministre

de l'Education, veut sanctionner les maires qui n'appliquent pas le service minimum d'accueil dans les écoles. Alors l'avez-vous appliqué à Lille hier ? Et craignez-vous les punitions ?

Martine AUBRY : Non, je l'ai appliqué. Je me suis opposée à cette loi antigrevé et surtout très difficile à appliquer. Je suis une républicaine, j'ai appliqué la loi. Mais vous savez, trouver 400 personnes qualifiées pour accueillir des enfants, puisque nous nous occupons des primaires et des maternelles, ce n'est pas facile. Donc beaucoup de parents ont gardé leurs enfants chez eux, mais nous avons mis en place le service minimum partout où nous pouvions le faire en toute sécurité pour les enfants.

Christophe BARBIER : Fusionner les départements et les régions, est-ce une bonne idée ? Deux départements, une seule région en Nord-Pas-de-Calais ?

Martine AUBRY : Ecoutez, moi je crois qu'aujourd'hui la priorité... J'ai été avec des maires pour défendre la DSU la semaine dernière, ils vont être reçus par Madame Alliot-Marie aujourd'hui. **La priorité aujourd'hui, c'est de donner aux collectivités publiques, qui font les trois quarts des investissements publics, les moyens de fonctionner.** Et puis ensuite on discutera de l'architecture de l'ensemble. Or, le budget que nous prépare Nicolas Sarkozy, qui est un budget qui va rajouter de la crise à la crise, réduit ces dotations comme il réduit le logement, comme il réduit l'emploi.

Christophe BARBIER : Augmentez les impôts ! De 9 % l'année prochaine à Paris et à Lille.

Martine AUBRY : Non, moi je n'augmente pas les impôts. Je ne les ai pas augmentés non plus dans le précédent mandat. Nous gérons bien, je l'espère. Nous gérons toujours mieux. **Mais en revanche, nous avons besoin de dotations de l'Etat et de péréquation pour que la solidarité nationale aide les villes, les départements, les régions les plus pauvres.**

Christophe BARBIER : Martine Aubry "Et si on se retrouvait ?" Merci. Bonne journée.

Martine AUBRY : Merci à vous.

### Pour agir sur le pouvoir d'achat et protéger ceux qui souffrent de la crise, nous proposons de :

- ▶ **contrer le ralentissement économique** par le pouvoir d'achat et par l'investissement public ;
- ▶ **soutenir le revenu des plus modestes** à travers les mesures de protection sociale (augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, allocation familiale au premier enfant, création d'une garantie de ressources cumulable avec les salaires à temps partiel, suppression des franchises médicales ...) et **de logement** (plafonnement des loyers, application de la loi SRU, relance de la construction dans le respect de la règle des trois tiers bâtis ..).
- ▶ **augmenter le pouvoir d'achat en agissant sur les salaires**
- ▶ revaloriser le **minimum vieillesse**, améliorer les taux de remplacement et revoir les mécanismes d'indexation pour garantir le pouvoir d'achat des retraités.
- ▶ **rallonger les durées d'indemnisation** du chômage en période de récession alors qu'on fait aujourd'hui le contraire (« stabilisateurs automatiques ») ;
- ▶ généraliser le remboursement de **50% des frais de transports en commun** ou verser une allocation énergie à ceux qui ne bénéficient pas de réseaux de transport. Ces mesures seront financées par une taxe sur le superprofits pétroliers
- ▶ instaurer un **prélèvement pour les entreprises qui abusent du recours emplois précaires** (seuil adapté par branche professionnelle), sauf accord collectif de résorption de l'emploi précaire ;